

Document

Pas d'accord sur la question du climat au G20 (09.11)

Reuters - 07.11.2009

Pays riches et en développement se sont opposés samedi lors du G20 sur la question du financement de la lutte contre le réchauffement climatique et ne sont pas parvenus à un accord à quelques semaines de la conférence internationale de Copenhague.

Le ministre britannique des Finances Alistair Darling, hôte de la réunion des ministres des Finances et des banquiers centraux des pays du G20 ces vendredi et samedi en Ecosse, était déterminé à obtenir un accord chiffré sur le coût du réchauffement climatique d'ici à 2020.

Les dirigeants de l'Union européenne sont convenus le mois dernier que les pays en développement auraient besoin de 100 milliards d'euros par an pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique.

Mais les négociations avec les grands pays émergents se sont enlisées samedi lorsqu'est venue la question de savoir qui allait payer la facture.

"Le débat a été passionné", a résumé le ministre russe des Finances, Alexei Kudrin.

Les discussions se sont éternisées pendant des heures et, selon un responsable français, le débat a été tellement tendu qu'il fut envisagé à un moment de ne pas inclure la moindre mention à la question du réchauffement climatique dans la déclaration finale.

Finalement, les ministres se sont mis d'accord sur une déclaration a minima. Ils soulignent la nécessité "d'accroître de manière significative et urgente l'échelle et la prévisibilité des financements pour mettre en oeuvre un accord international ambitieux".

"C'est un peu décevant parce que nous aurions aimé faire un peu plus", a déclaré la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde.

"COPENHAGUE NE PEUT ÊTRE UN ÉCHEC"

"Nous ne sommes pas allés aussi loin que nous l'espérions ce matin", a estimé son homologue allemand, Wolfgang Schäuble. "Nous n'avons pas trouvé d'accord. Il reste du travail à accomplir. J'espère que tout le monde a conscience que Copenhague ne peut pas être un échec."

La Chine a souvent été pointée du doigt par les Occidentaux comme l'obstacle principal à l'obtention d'un accord.

Le financement de la lutte contre le réchauffement climatique est l'une des clefs des négociations en cours depuis deux ans pour élaborer le successeur du protocole de Kyoto, premier accord international sur le sujet.

Le processus est censé aboutir lors de la conférence de Copenhague, du 7 au 18 décembre prochain.

"S'il n'y a pas d'accord sur le financement, un accord à Copenhague sera beaucoup, beaucoup plus difficile", avait prévenu Alistair Darling, samedi matin.

S'adressant aux participants de la réunion de St Andrews, le Premier ministre britannique, Gordon Brown, avait souligné que le changement climatique était un test de la capacité de la communauté internationale à coopérer.

"Il est essentiel que nous progressions de manière urgente sur la voie d'un règlement des questions qui divisent toujours nos nations", avait-il dit.

Mais selon un délégué, jouant avec l'acronyme du groupe des quatre principales économies émergentes (Brésil, Russie, Inde et Chine), les pays développés se sont heurtés "à un mur de BRIC".